



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

21-09-2016

Détricotage industriel d'EDF – Le capitalisme à la manœuvre

La dernière œuvre de Macron, avant sa sortie du gouvernement socialiste, est l'entrée dans le capital de Réseau Transport Electricité (RTE) de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et la Caisse nationale de Prévoyance (CNP). Le prétexte en est : Une manière d'aider EDF à financer des investissements colossaux...

Cette opération fait partie d'un plan du gouvernement de cession d'actifs des entreprises publiques au capital privé. Cette décision conduit à la désintégration du modèle industriel choisi en France (en 1946 dans le cadre de la reconstruction et du programme du Conseil National de la Résistance) qui intégrait l'ensemble des activités en une seule entreprise nationale (EDF et GDF).

EDF, dans la ligne des directives européennes sur l'ouverture des marchés au capital privé, a transformé sa direction transport en filiale (RTE) et après quelques étapes intermédiaire, a constitué une deuxième filiale pour la

distribution (transport basse tension) ERDF, rebaptisée dernièrement Enedis afin que son appellation ne fasse pas plus penser du tout à EDF (exigence de la Commission de régulation de l'électricité).

Un certain nombre de mécanismes a été adopté afin que les deux filiales bénéficient d'une certaine autonomie par rapport à la maison mère. Rappelons que RTE et ERDF sont au service de tous les concurrents d'EDF dont ils acheminent les productions de manière non discriminatoire.

En décembre 2010, EDF a alloué la moitié du capital de RTE à son fonds d'actifs dédiés au démantèlement des centrales nucléaires. Depuis 2013, toujours conformément à la législation, EDF Invest, une filiale qui gère des actifs dédiés aux démantèlements des centrales nucléaires, est créée et récupère donc 50% du capital de RTE (valeur inscrite : 2,5 mds€). Le travail d'EDF Invest consiste à investir pour, le moment venu, récupérer des fonds qui financeront le démantèlement. Ainsi, EDF Invest investit aussi bien dans la pierre, que dans l'industrie. On l'a vu notamment concourir pour la privatisation de l'aéroport de Toulouse. On notera que dans la logique d'EDF Invest, la moitié du capital de RTE est donc à terme à vendre. Les rumeurs de ventes de RTE par EDF courent depuis 2013. Cependant, la loi française, telle qu'elle est rédigée aujourd'hui, exige que les actionnaires de RTE soient publics. Donc la vente d'une partie du capital de RTE ne peut aujourd'hui que se traduire par un transfert entre deux entités publiques.

EDF a un besoin pressant de fonds car elle va engager la construction d'une centrale au Royaume-Uni et doit procéder à de lourds investissements de maintenance sur le parc des centrales nucléaires françaises (une cinquantaine de milliards sur les 10 ans à venir). L'Etat accorde une augmentation de capital de 3 mds€ à EDF (à comparer aux 20 mds€ de dividendes versés depuis le changement de statut de l'entreprise en société anonyme), plus 1 md de souscription ouvert à des investisseurs privés.

Il autorise également EDF à vendre la moitié du capital (en fait 49,9%) de RTE et autorise la CDC et la CNP à l'acquérir pour la

modique somme de 4,2 mds€. Un prix de vente avec bonus car pour rappel, les 50% de RTE placés dans les actifs dédiés sont valorisés à 2,5 mds€. Ainsi selon le moment, le RTE vaut 5 mds€ ou 8,5 mds€, miracle de la valeur du capitalisme d'Etat !

Donc l'Etat permet au total à EDF de récupérer environ 7 mds€ dont 3 mds€ qui sont payés finalement directement par les contribuables. Sans le projet de la centrale nucléaire anglaise, dont le coût était estimé à 14 mds€ en 2013 et trois ans plus tard à 25 mds€ (les deux tiers payés par EDF soit environ 17 mds€), cette gymnastique financière publique eut été inutile. D'ailleurs, les montants ainsi récupérés ne sont pas suffisants et EDF envisage aussi de vendre des filiales européennes.

Au final, cette opération achève de détacher RTE d'EDF. Une évolution semblable n'est pas à exclure pour ENEDIS (ERDF). Ce démantèlement, cette privatisation n'ont d'autre objectif que d'ouvrir de nouveaux champs de profits et d'accumulation au capital sous la houlette de l'État qui est celui du système capitaliste.

Notre Parti appelle à reprendre aux multinationales capitalistes le pouvoir économique et financier. C'est urgent en ce qui concerne l'énergie. Ce qui se passe aujourd'hui avec EDF et le réseau de transport d'électricité le démontre une fois de plus.